

Chronique de la "Semaine Religieuse"

Au moment même où les envahisseurs de Rome s'époumonent à crier au monde entier que le pouvoir temporel des Papes est mort et enterré, et que nulle puissance étrangère n'a le droit d'intervenir, l'écho leur a apporté les paroles d'un homme politique, qui ont produit sur eux l'effet d'un premier boulet de canon avant une bataille décisive. Après vingt ans de machinations et de travail ininterrompu pour ensevelir la question romaine et chasser des rives du Tibre le spectre menaçant de la puissance civile du Pape, les révolutionnaires s'aperçoivent que ce spectre commence déjà à reprendre les formes et l'apparence de la réalité. L'audacieux qui vient de faire passer cette vision sous leurs yeux, est le comte Kalnoky, premier ministre de l'Autriche. En réponse à une délégation autrichienne déclarant que "sans un Chef libre et indépendant, il n'y a pas d'Eglise indépendante," et que la question romaine n'est ni nationale, ni piémontaise, ni simplement italienne, mais internationale, le comte Kalnoky a dit entre autres choses :

"Je veux seulement toucher deux points. Le premier, c'est que le gouvernement a pleinement conscience de la grande prépondérance de la population catholique dans notre patrie. C'est pourquoi il tient à ce que ses désirs, ses légitimes aspirations et ses vœux soient satisfaits dans la mesure du possible. Le gouvernement désire aussi que le S. Pontife jouisse de la pleine indépendance nécessaire à la dignité du Chef Suprême de l'Eglise Catholique. Le second point que je veux faire remarquer, c'est que le désir général de la population est de vivre en paix et en amitié avec la nation italienne. Nous voulons vivre en bonnes relations avec cette voisine, puisque nous avons contracté avec elle une alliance, qui est une des bases de notre politique." Conclusion: "Personne n'a encore trouvé le moyen pratique de résoudre ce problème."

Voilà ce que le comte Kalnoky a dit. Sans doute, le premier ministre d'une nation catholique aurait dû faire entendre un autre langage, mais, si nous voulons lire entre les lignes, il est facile de comprendre que les Italianissimes ne peuvent être contents. Si Kalnoky avait pu dire toute sa pensée, il aurait ajouté: Messieurs, le gouvernement attend l'occasion de rendre justice aux légitimes aspirations des catholiques autrichiens, parcequ'il est plus convaincu que jamais que la situation-actuelle du S. Pontife est intolérable. Nous désirons qu'il recouvre son indépendance avec une souverai-